



Sous la direction de Pierre Beaudet, Dominique Caouette,
Paul Haslam et Abdelhamid Benhmade
Les Presses de l'Université d'Ottawa

La crise économique et les désordres mondiaux

Michel Husson

in Pierre Beaudet, Dominique Caouette, Paul Haslam, Abdelhamid Benhmade (dir.)
Enjeux et défis du développement international
Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2019

Résumé

La décennie précédant la crise de 2007-2008 a été marquée par la montée des pays dits « émergents », notamment la Chine. Cette « émergence » est portée par une nouvelle organisation de la production dont les différents segments sont répartis sur plusieurs pays, du stade de la conception à celui de la production et de la livraison au consommateur final. Ces « chaînes de valeur mondiales » sont instaurées sous l'égide des firmes multinationales, qui tissent une véritable toile enserrant l'économie mondiale.

Le grand basculement

Cette nouvelle forme de mondialisation a servi d'échappatoire à la crise du début des années 1980, en ouvrant un réservoir de main-d'œuvre à bas salaires. Mais elle a conduit à un véritable basculement de l'économie mondiale, comme en fait foi la répartition de la production manufacturière mondiale (hors énergie) : elle a augmenté de 62 % de 2000 à 2018, mais la quasi-intégralité de cette progression a été réalisée par les pays émergents, où elle a bien plus que doublé (+152 %), alors qu'elle n'a que faiblement progressé dans les pays avancés (+16 %). Les pays émergents réalisent aujourd'hui 42 % de la production manufacturière mondiale, contre 27 % en 2000¹. Dans certains pays, comme la Chine et la Corée du Sud, cette industrialisation

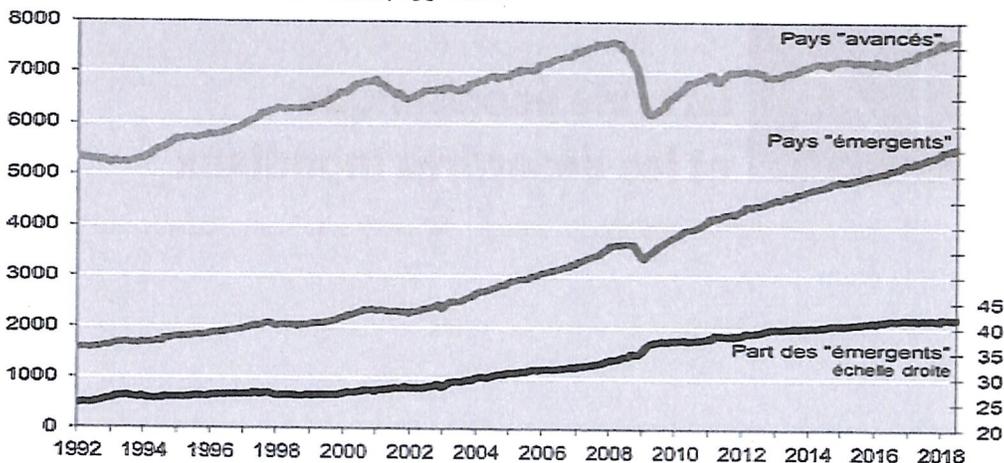
est de moins en moins cantonnée aux industries d'assemblage (textile ou électronique), et marque une « remontée des filières » vers des produits de haute technologie, voire des biens de production.

Les États et les capitaux

Les relations de pouvoir économique sont aujourd'hui structurées selon deux axes : un axe « vertical » classique, opposant les États nationaux, et un axe « horizontal », correspondant à la concurrence entre capitaux. Les institutions internationales fonctionnent alors comme une sorte de « syndicat d'États capitalistes », mais il n'existe aujourd'hui ni « ultra-impérialisme » ni « gouvernement mondial ». Le capitalisme contemporain échappe au contraire à toute véritable régulation, et fonctionne de manière chaotique, ballotté entre une concurrence

1. Michel Husson. « Les nouvelles coordonnées de la mondialisation ». *Note hussonet*, n° 125, 2018.

Figure 12.1

Production industrielle mondiale, 1992-2018

Remarque: En volume et en milliards de dollars de 2010

Source: Michel Husson

exacerbée et la nécessité de reproduire un cadre de fonctionnement commun. Les prérogatives de l'État-nation n'ont pas pour autant été supprimées, contrairement à certaines thèses unilatérales. S'agissant de l'économie mondiale, il en est une qui subsiste : le contrôle des matières premières.

La maîtrise des matières premières

La lutte permanente pour l'accès aux matières premières n'a jamais cessé et engendre déséquilibres et conflits. On pense évidemment à l'énergie : au pétrole, à l'uranium, etc. Il faut y ajouter les terres spoliées² au profit de l'agriculture productiviste, de l'hydroélectricité et de l'exploitation minière. L'accès à l'eau engendre aussi nombre de conflits régionaux.

La mondialisation a pour effet de déstabiliser l'agriculture paysanne, soit en inondant le pays d'importations de produits alimentaires, soit par l'accaparement des terres. En même temps, les investissements internationaux ont souvent

comme motif de délocaliser les productions les plus polluantes dans les pays aux législations peu exigeantes. Tous ces mécanismes sont encore aggravés par le changement climatique, de telle sorte que l'on peut finalement avancer l'idée que les transferts au sens large (déchets, pollution, réchauffement, sécheresses, pluies torrentielles, produits agricoles subventionnés, semences brevetées, engrais et pesticides) sont « les causes des exils forcés³ ».

L'épuisement de la mondialisation

La première décennie de ce siècle a été dominée par un axe Chine-États-Unis, qui fonctionnait sur une logique de complémentarité. Les États-Unis vivaient à crédit avec un déficit extérieur financé par le recyclage des excédents, notamment celui de la Chine. Les investissements en Chine sous forme d'entreprises conjointes contribuaient au dynamisme de l'économie chinoise. D'autres pays s'intégraient dans cette division internationale du travail : les fameux

2. Michel Husson. « L'accaparement des terres, entre Monopoly et colonisation ». *Humanité Dimanche*, 2018.

3. Nicolas Sersiron. *Les transferts négatifs sont les causes des exils forcés*. Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM), 2018.

« émergents ». Et l'axe économique transatlantique entre Europe et États-Unis se développait. Cette mondialisation était efficace du point de vue du capital, et toute l'idéologie dominante se consacrait à en vanter les bienfaits, à convaincre de l'adaptation nécessaire à la concurrence globale, ou à brandir la menace des délocalisations.

Tout se passe comme si la dernière décennie, inaugurée par la crise de 2008, avait peu à peu fait apparaître les limites de cette organisation. Si on ne peut parler de fin de la mondialisation, il faut souligner les signes manifestes d'un épuisement qui semble durable. Le développement des chaînes de valeur mondiales était motivé non seulement par la quête de faibles coûts salariaux, mais aussi par le potentiel des pays émergents en termes de gains de productivité. Leur ralentissement au centre pouvait être compensé par leur dynamisme à la périphérie. Or, l'un des phénomènes les plus frappants de la dernière décennie est que la progression de la productivité au Sud a nettement ralenti. Dans les pays émergents, « [l]a croissance annuelle moyenne de la productivité globale des facteurs a été divisée par plus de trois, passant de +3,5 % (2000-2007) à un peu plus de 1,0 % (2011-2016)⁴ ».

Si on laisse la Chine de côté, on pourrait même parler de fin de l'émergence. Les autres pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Afrique du Sud) n'ont pas réussi à dépasser durablement, comme l'ont fait la Chine ou la Corée du Sud, une spécialisation initiale fondée sur la fourniture de matières premières. Pierre Salama parle de « reprimarisation⁵ ». En outre, les pays émergents sont soumis aux mouvements erratiques de capitaux qui induisent une instabilité chronique de leurs balances extérieures et de leur monnaie. Les cas récents de la Turquie et de l'Argentine en sont un exemple frappant, mais

on pourrait aussi citer les pays de l'Europe du Sud, désertés par les entrées de capitaux.

La dislocation sociale

La crise a servi de révélateur à un autre phénomène – que les politiques d'austérité ont par ailleurs contribué à exacerber –, à savoir celui de la dislocation sociale engendrée par la mondialisation. Dans tous les pays avancés, on observe le même phénomène : l'emploi augmente « par les deux bouts ». Les emplois très qualifiés progressent à un bout de l'échelle, et les emplois précaires à l'autre. Entre les deux, la « classe moyenne » stagne et ses perspectives d'ascension sociale s'évanouissent. Dans le même temps, les inégalités de revenus se creusent. La mondialisation n'est pas la seule responsable, et il est très difficile, voire impossible, de l'extraire d'un modèle d'ensemble où la financiarisation et la mise en œuvre des nouvelles technologies ont aussi leur part, tout comme le rapport de forces entre capital et travail.

Face à cette mise en cause, les institutions internationales font leur mea culpa sur le thème : il aurait fallu mieux redistribuer les bienfaits de la mondialisation pour la rendre plus « inclusive. » Mais ce vœu pieux est contradictoire avec l'un des ressorts de la mondialisation, qui est une concurrence fiscale exacerbée. Le taux moyen d'impôts sur les bénéfices dans les pays avancés est ainsi passé de 44 % au début des années 1990 à 33 % en 2017⁶.

La contradiction est patente : l'« attractivité » implique une baisse constante des ressources fiscales qui ne peuvent donc être consacrées à une redistribution, corrigeant les effets de la mondialisation pour la rendre « inclusive ». Cette défiscalisation généralisée des profits est la porte ouverte à l'évasion fiscale, qui réduit encore plus les ressources des États : 40 % des profits des multinationales ont été localisés dans les

4. Amandine Aubry, Louis Boisset, Laetitia François et Morgane Salomé. *Le ralentissement de la productivité dans les pays émergents est-il un phénomène durable ?* Paris, Ministère de l'Économie et des Finances, Direction générale du Trésor, 2018.

5. Pierre Salama. *Les économies émergentes latino-américaines*. Paris, Éditions Armand Colin, 2012.

6. Patrick Artus. « Pourquoi la concurrence fiscale se fait-elle par la taxation des profits des entreprises et pas par les autres impôts ? » *Natixis Flash Economie*, n° 924 (2018).

paradis fiscaux en 2015⁷. L'État social est alors miné de l'intérieur, et il n'est pas surprenant que l'adaptation à l'économie mondialisée aille de pair avec son « dégraissage ». Les fonctions de l'État ne sont pas pour autant neutralisées par la mondialisation, mais elles sont réorientées : l'État social devient un État antisocial dont la priorité est l'attractivité et la compétitivité de son économie.

L'effet Trump

La capacité disruptive de Donald Trump semble sans limites, mais ses mesures protectionnistes ne tiennent pas compte de la manière dont fonctionne l'économie des États-Unis, ni de l'entrelacement actuel des capitaux. Par ailleurs, Donald Trump mène, avec les baisses d'impôts, une politique expansionniste qui ne peut que creuser le déficit.

Dans le cas des États-Unis, une bonne partie de ses importations correspondent à des investissements états-uniens dans des pays comme la Chine ou le Mexique. Selon le FMI, les États-Unis détenaient, en 2015, 44 % du stock d'investissements directs réalisés au Mexique, et la part des exportations chinoises vers les États-Unis provenant d'entreprises à participation étrangère était de 60 % en 2014⁸.

Il n'est donc pas surprenant que le monde des affaires états-unien soit divisé, et que de nombreux secteurs redoutent le renchérissement de leurs importations de biens intermédiaires ou redoutent les mesures de rétorsion. La politique mercantiliste de Donald Trump est donc incohérente. Le déficit commercial des États-Unis correspond comptablement au fait que l'épargne nationale ne suffit pas à financer

l'investissement intérieur, auquel vient s'ajouter l'impact du déficit budgétaire, creusé par les baisses d'impôts. Dans ces conditions, le déficit n'a aucune raison de se résorber en dépit des taxes sur les importations, à moins de réduire la consommation des ménages, donc la croissance des États-Unis⁹.

Le redéploiement chinois

Si Donald Trump a manifestement décidé d'en finir avec l'axe États-Unis–Chine, la Chine est elle aussi en train d'emprunter une nouvelle voie fondée sur trois principes. Le premier est de recentrer son économie vers le marché intérieur. Le deuxième est que le gouvernement chinois met en avant l'objectif d'une montée en gamme de sa production, avec l'ambitieux programme « Made in China 2025 ». Enfin, la Chine développe le projet baptisé « La ceinture et la route » : il s'agit d'un programme gigantesque d'infrastructures de près de 1 000 milliards de dollars qui concerne plus de 60 pays. Branko Milanovic y voit un véritable projet de développement qui rompt avec les préceptes du consensus de Washington, selon lequel « [i]l suffit de privatiser, déréglementer et libéraliser les prix, les échanges extérieurs, etc., pour que les entrepreneurs privés se saisissent de l'occasion, et le développement adviendra de lui-même¹⁰ ». On peut ne pas partager cette appréciation positive, qui sous-estime le risque financier énorme infligé aux pays concernés comme le Pakistan ou le Sri Lanka, menacés par le surendettement. C'est sans doute aussi l'occasion pour la Chine

9. Michel Husson. <http://hussonet.free.fr/trumplimit.pdf>. *Note hussonet*, n° 123, 2018.

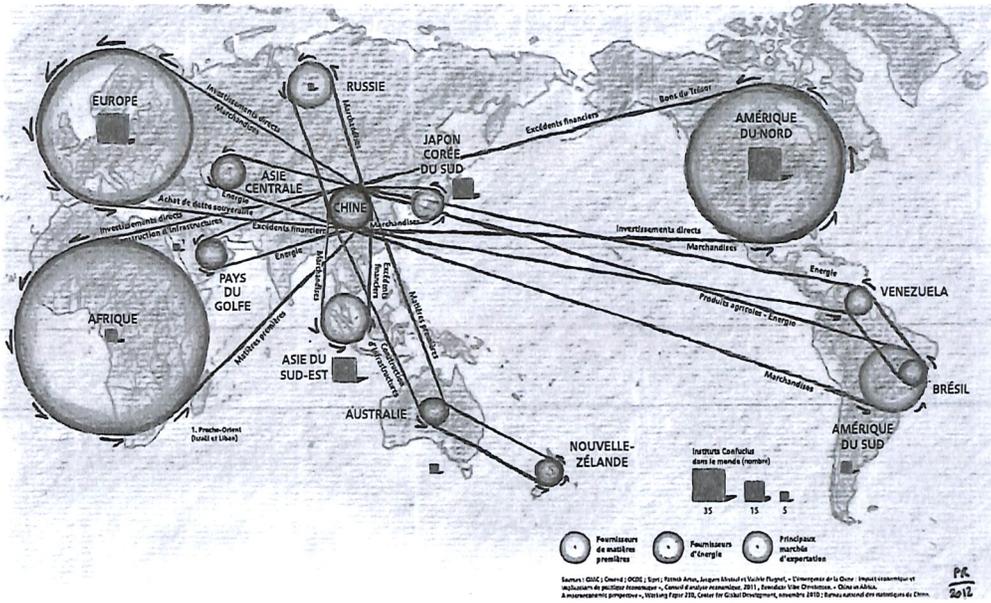
10. Branko Milanovic. « The West Is Mired in “Soft” Development. China Is Trying the “Hard” Stuff ». *The Guardian*, 2018. Dans un tweet, Milanovic ajoute ce commentaire caustique : « Je pense que la Chine offre quelque chose de concret (des routes, des voies ferrées, des ponts) tandis que l'Union européenne offre d'interminables conférences consacrées au sujet à la mode où les consultants de l'UE empochent l'argent de l'UE. » <https://twitter.com/BrankoMilan/status/>.

7. Thomas Torslov, Ludvig Wier et Gabriel Zucman. *The Missing Profits of Nations*. NBER Working Papers. Cambridge, The National Bureau of Economic Research, 2018.

8. Mary Lovely et Yang Liang. *Trump Tariffs Primarily Hit Multinational Supply Chains, Harm US Technology Competitiveness*. Washington, D.C., Peterson Institute for International Economics, 2018.

Figure 12.2

Chine : au cœur de la mondialisation



Source : Philippe Rekacewicz. « La Chine au cœur de la mondialisation », *Le Monde diplomatique*, 2012.

d'établir son emprise sur les pays « partenaires » dans une logique qui conduit certains à évoquer un « nouvel impérialisme chinois¹¹ ». Il n'en reste pas moins que cette « nouvelle route de la soie » et le programme « Made in China 2025 » sont porteurs d'un redéploiement substantiel de l'économie chinoise et d'une nouvelle structuration de l'économie mondiale.

Conclusion

Le tableau de l'économie mondiale après 10 ans de crise est sombre : l'Union européenne est écartelée, entre Brexit et montée de l'extrême droite ; la zone euro se fractionne ; de nombreux pays émergents sont soumis à des mouvements de capitaux erratiques ; les dettes, et surtout les dettes privées, n'ont pas cessé de s'accumuler ; la part des richesses créées revenant à ceux qui les créent diminue à peu près partout, et les

inégalités se creusent ; l'État social est miné par la concurrence fiscale, etc. Plutôt que de se résorber, les effets de cette crise se sont aggravés. La raison de fond est qu'il n'existe pas de modèle pouvant se substituer à celui qui est entré en crise il y a 10 ans, qui soit acceptable pour l'oligarchie mondiale. Tous les principes d'organisation de l'économie mondiale se délitent peu à peu, en particulier sous les coups de boutoir de Donald Trump. Seule la Chine dispose d'un programme cohérent de restructuration d'une partie de l'économie mondiale à son profit.

Dans ces conditions, beaucoup de commentateurs annoncent aujourd'hui une nouvelle crise sans que personne ne puisse dire quel en sera l'élément déclencheur. Mais l'inquiétude dominante résulte du fait qu'il n'existe plus de munitions disponibles.

Les instruments de coordination ont perdu de leur substance ou ont été abandonnés par la puissance encore dominante. Il n'y a plus de pilote de la mondialisation. Le défi climatique impliquerait pourtant, par nature, une coopération internationale, sans même parler de la

11. Alice Jetin-Duceux. *Les stratégies de la Chine à l'étranger*. Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM), 2018.

bifurcation vers un autre modèle de développement. Mais les désordres dans l'économie mondiale, les politiques hostiles à l'investissement

public, et sans doute la logique inhérente au capitalisme, font que cette perspective semble tragiquement hors de portée aujourd'hui.

Objectifs d'apprentissage

- Établir une cartographie de l'évolution de l'économie mondiale.
- Comprendre le déclin des États-Unis et la montée en puissance de la Chine.
- Identifier les impacts de ces transformations sur les peuples.

Questions de réflexion

- Pourquoi le « grand basculement » de pays comme la Chine change le monde et bouscule les États-Unis, qui ont dominé le monde depuis 50 ans ?
- Quels sont les facteurs qui expliquent la dislocation sociale en cours dans plusieurs États capitalistes ?
- Comment peut-on affirmer que la mondialisation est « épuisée » ?

Pour en savoir davantage

Baumgarten, Jean. *L'économie mondiale à bout de souffle: l'ultime crise du capitalisme?*

L'esprit économique: Monde en questions. Paris, Éditions L'Harmattan, 2011.

Derviş, Kemal. « La crise économique mondiale: enjeux et réformes ». *Politique étrangère*, printemps, n° 1 (2009), 11-22.

Élie, Bernard et Claude Vaillancourt. *L'économie toxique: spéculation, paradis*

fiscaux, lobby, obsolescence programmée... Saint-Joseph-du-Lac, M éditeur, 2014.

Husson, Michel. *Le capitalisme en 10 leçons: petit cours illustré hétérodoxe*. Paris, Éditions Zones, 2012.

Husson, Michel. « Le néolibéralisme, stade suprême ? » *Actuel Marx* 1, n° 51 (2012), 86-101.